REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 14 FEVRIER 2024

**JUGEMENT
COMMERCIAL
N°040**

Du 14/02/2024

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

**La Société « SICA-
NIGER » SARLU**

Contre

ASUSU SA

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique ordinaire du 14 Février Deux mille vingt-quatre, statuant en matière commerciale tenue par Monsieur **ALMOU GONDAH Abdourahamane, Président**, en présence de **SEYBOU Soumaila et NANA AICHATOU Abdou Issoufou**, tous deux juges consulaires avec voix délibératives ; avec l'assistance de Maître **ABDOU DJIKA Nafissatou, Greffière** a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE

La Société « SICA-NIGER » SARLU : ayant son siège social à Niamey, immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro RCCM-NE-NIA-2018-B-3242, NIF: 30414/S, Email: moussandiyemalamin@gmail.com, Tel: +227 97 39 79 65, préalablement autorisée à exercer ses activités d'agent d'affaires suivant Arrêté Ministériel n°000076/MJ/GS/PPG/SG/DG/AJ/S du 16 juin 2014 représentée par son Gérant et Associé Unique **Monsieur N'Diaye MALAMINE MOUSSA**, Agent d'affaires domicilié à Niamey, Assistée de Maître **KARIMOU Hamani**, avocat à la cour, en l'étude duquel domicile est élu ;

DEMANDEUR

D'UNE PART

Et

L'ETABLISSEMENT BANCAIRE A CARACTERE FINANCIER dénommé « ASUSU » SA : Société agréée par arrêté n°0453/MF/ARSM du 14 décembre 2011, Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 5.000.000.000 Francs CFA, immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Niamey sous le numéro RCCM-NI-NIA-2008-B-2054, NIF: 16596/R, ayant son siège social sis au Rond-point Liberté de Niamey, BP: 12287 Niamey-Niger, Tél: 20.75.53.65, pris en la personne de son Administrateur Provisoire, assisté de la SCPA **METRYAC**, en l'étude de laquelle domicile est élu ;

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

FAITS ET PROCEDURE:

Par exploit d'huissier en date du 1^{er} Septembre 2023, La Société « SICA-NIGER » SARLU assignait L'ETABLISSEMENT BANCAIRE A CARACTERE FINANCIER dénommé « ASUSU » SA devant le Tribunal de commerce de Niamey à l'effet de :

- Y venir la société ASUS SU SA, prise en la personne de son Administrateur Provisoire pour s'entendre ;

- EN LA FORME : Déclarer recevable la demande du requérant comme régulière ;

AU FOND :

- Dire qu'il y a enrichissement sans cause à son détriment ;

- Condamner la société ASUS SU SA à lui payer la somme de soixante-six millions six cent quatre-vingt-sept mille six-cent (66.687.600) francs CFA correspondant au montant de ses prestations par elle accomplies pour le compte du Projet « Finance Islamique ASUSU » matérialisée la facture en date du 30 juin 2016 ;

- Ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours sans caution ;

- Condamner la Société ASUS SU SA aux entiers dépens ;

Il expose à l'appui de sa demande que courant année 2014, le sieur Abdourahamane Mahamadou Directeur des affaires financier et comptables à l'époque et cumulativement Coordonnateur du Projet dénommé « Finance Islamique », a fait recours aux services de « SICA-NIGER » SARLU à l'effet de lui apporter la clientèle nécessaire à la bonne marche d'ASUSU SA ;

C'est ainsi que « SICA-NIGER » SARLU accéda à cette sollicitation du Projet « Finance Islamique » d'ASUSU SA en s'engageant verbalement à accomplir la mission à elle confiée ;

Ensuite, « SICA-NIGER » SARLU a presté conformément à cette réquisition du responsable du Projet « Finance Islamique » en apportant une kyrielle de clients mais aussi en accomplissement des missions de prospection clientèle dans les villages du Niger. A ce titre, elle se déplace sur le terrain en compagnie d'un agent d'ASUSU SA délégué par celle-ci et souvent même avec le sieur Abdourahamane Mahamadou. Le rôle de SICA-NIGER consistait aussi à réaliser des expertises sur les immeubles donnés par les clients en garantie de prêts.

En conséquence des diligences de SICA-NIGER, ASUSU S.A bénéficié de plusieurs conventions de prêt avec des groupements ruraux et pour des montants colossaux.

Ces contrats ont apporté énormément d'argent au projet « Finance Islamique » d'ASUSU SA ;

C'est pourquoi, satisfait desdites prestations et dans l'optique d'un meilleur encadrement juridique de ladite relation de prestation, le Projet « Finance Islamique »

avait promis à SICA-NIGER de payer ses prestations en lui demandant de lui soumettre un projet de convention devant régir leur relation à l'avenir ;

C'est ainsi qu'elle a rédigé et dressé ledit projet de convention qui, pour des raisons qu'elle ignore, n'a malheureusement pas été signé par le DG d'ASUSU SA.

Pourtant, l'existence des relations contractuelles entre elles ne fait l'ombre d'aucun doute. Il est constant qu'ASUSU SA en connaît l'existence et s'est comportée en partenaire. Elle a toujours validé toutes les prestations de ma requérante.

Malgré la volte-face d'ASUSU SA de signer la convention de prestation, SICA-NIGER a introduit, à juste titre, la facture, auprès d'ASUSU SA, en date du 30 juin 2016, en vue d'obtenir paiement de ses prestations ainsi accomplies mais la société ASUSU SA refuse sans justification aucune de régler ladite facture dont le montant s'élève à soixante-dix millions six cent quatre-vingt-sept mille six-cent (66.687.600) francs CFA.

Le 15 juin 2023 et comme toutes les années antérieures, SICA NIGER est contrainte de relancer le Projet « Finance Islamique » d'ASUSU SA pour réclamer paiement de sa créance.

Toutes démarches amiables entreprises par elle en vue d'un règlement négocié de sa facture sont restées vaines et infructueuses.

Une sommation de payer lui a été adressée le 02 Aout 2023 mais elle est restée encore sans suite.

C'est pourquoi, elle s'adresse à la justice pour solliciter la condamnation de la société ASUSU SA au paiement dudit montant.

PROCEDURES ET PRETENTIONS

SICA-NIGER soutient qu'il y a enregistrement sans cause car la société ASUSU SA a connu une extension de sa clientèle grâce à ses services et son chiffre d'affaire s'est rehaussé à un milliard (1000.000.000) francs CFA mais sans contrepartie. Elle expliquait que lorsque le montant du prêt est supérieur à un million (1000 000) de FCFA, la société ASUSU SA, le client doit préalablement déposer un montant équivalant à 10% du montant du crédit. En cas de garantie immobilière, elle effectue une descente sur le lieu pour découvrir l'immeuble afin de l'expertiser et d'en évaluer la valeur marchande au profit de ASUSU S.A.

En outre, ses prestations au profit de la société ASUSU SA consistent notamment à rechercher la clientèle très souvent en milieu rural, à effectuer des visites de terrain, à expertiser et évaluer la valeur des immeubles.

Plus particulièrement, elle a effectué de multiples déplacements dans des zones dangereuses de Woura barké /commune rurale de Guelado, Tientienga – foulbé, Torodo, Tamou, Makalondi et bien d'autres à la recherche des clients.

Elle a établi des factures préforma pour les clients qui veulent prendre des crédits à la banque, la découverte et l'expertise des biens immobiliers des clients ayants pris des crédits à la banque aux fins de leurs dépôt au niveau de ladite société.

Ainsi, il prétend qu'il résulte de tous ses services accomplis au profit de ASUSU S.A un appauvrissement pour elle d'un montant chiffré de soixante-six millions six cent quatre-vingt-sept mille six-cent (66.687.600) francs CFA.

Elle soutient que son appauvrissement a un lien de causalité avec l'enrichissement de la société ASUSU SA avec laquelle, elle n'a aucun contrat car celle-ci a refusé de le signer par mauvaise foi manifeste.

Dans ses conclusions, Maître KARIMOU Hamani, conseil constitué pour la défense des intérêts de la société SICA-Niger revient sur l'existence d'un contrat verbal entre les parties en soulignant que ASUSU S.A a accepté l'offre en sollicitant la production de certaines pièces que SICA-Niger a produit et demande au Tribunal d'ordonner une réédition des comptes entre les parties afin de déterminer le coût des services que SICA-Niger a effectué pour le compte de ASUSU S.A.

Dans ses conclusions en réponse, ASUSU S.A assistée de la SCPA METRYAC soulève in limine litis l'irrecevabilité de l'action de SICA-Niger SARLU.

Elle soutient qu'à supposer même qu'il y a eu relations, celles-ci devrait être entre le cabinet d'intermédiation dans le monde des affaire « CIMA-Niger » et ASUSU S.A.

En effet, « CIMA-Niger » fut créé par arrêté 000076MJ/GS/PPG/SG/DG/AJ/S et était dirigé par le Sieur MOUSSA MALAMINE N'Diaye « agent d'affaires » tel qu'il ressort de certificat d'immatriculation au RCCM N°RCCM-NI-NIA-2014-A-2647. C'est ce même RCCM du sieur MOUSSA MALAMINE N'Diaye qui figure sur le papier entête du cabinet d'intermédiation CIMA-Niger.

Dès lors, il s'agit d'un simple cabinet d'intermédiation et non d'une société commerciale au sens de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.

En outre, le certificat d'inscription modificative versé au dossier ne prouve aucunement la transformation de CIMA-Niger en SICA-Niger SARL mais plutôt l'extension de l'objet social de SICA-Niger SARLU à des activités de transport, logistique et import-export.

En plus, ASUSU S.A prétend qu'elle n'a jamais eu de relation verbale ou écrite avec SICA-Niger mais aussi qu'elle n'a jamais donné son accord pour un quelconque partenariat avec CIMA-Niger.

Elle soutient qu'elle a juste exprimé la possibilité d'examiner le dossier de CIMA-Niger c'est d'ailleurs pourquoi elle a demandé de compléter certaines pièces.

Or, elle ne lui a jamais adressé une offre ou marqué un accord pouvant produire des effets de droit.

Il ajoute que SICA-Niger n'a établi sa facture fantaisiste de 66 687 600 F CFA sur aucun fondement conventionnel et ne prouve aucun service fait pour le compte de ASUSU S.A dans toutes les pièces qu'elle a versé au dossier. De même, lesdites pièces ne démontrent pas un quelconque lien avec la requise.

Elle sollicite enfin du tribunal de rejeter la demande de reddition de compte pour défaut d'établissement d'un lien contractuel ou d'une relation d'affaires entre les parties et pour n'avoir pas soulevé cette prétention avant toute défense au fond.

Reconventionnellement, ASUSU S.A demande au tribunal de condamner SICA-Niger à lui verser la somme de 10 000 000 F CFA à titre des dommages et intérêts pour procédure malicieuse, dilatoire, vexatoire et abusive.

Motifs de la décision

En la forme

Sur le caractère de la décision

Attendu que les parties ont été représentées à l'audience par leurs conseils respectifs, qu'il y a lieu de statuer contradictoirement à leurs égards ;

Sur l'irrecevabilité de la demande

Attendu que la société ASUSU S.A demande au Tribunal de déclarer SICA-Niger SARLU irrecevable en son action pour défaut de qualité ;

Qu'elle soutient à l'appui de sa demande qu'à supposer même qu'il y a eu relation d'affaires, celles-ci devrait être entre le cabinet d'intermédiation dans le monde des affaire « CIMA-Niger » et ASUSU S.A et non entre ASUSU et SICA-NIGER SARLU ;

Qu'en effet, « CIMA-Niger » fut créé par arrêté 000076MJ/GS/PPG/SG/DG/AJ/S au nom du Sieur MOUSSA MALAMINE N'Diaye « agent d'affaires » tel qu'il ressort de certificat d'immatriculation au RCCM N°RCCM-NI-NIA-2014-A-2647 versé au dossier de la procédure ;

Que c'est ce même RCCM du sieur MOUSSA MALAMINE N'Diaye qui figure sur le papier entête du cabinet d'intermédiation CIMA-Niger ;

Que dès lors, il s'agit d'un simple cabinet d'intermédiation et non d'une société commerciale au sens de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique ;

Qu'en outre, le certificat d'inscription modificative versé au dossier de la procédure ne prouve aucunement la transformation de CIMA-Niger en SICA-Niger SARLU mais plutôt l'extension de l'objet social de SICA-Niger SARLU à des activités de transport, logistique et import-export ;

Attendu qu'il résulte de l'article 139 du code de procédure civile que : « Constitue une fin de non-recevoir tout moyen qui tend à faire déclarer l'adversaire irrecevable en sa demande sans examen au fond, pour défaut du droit d'agir tels le défaut de qualité, le défaut d'intérêt, la prescription, l'expiration d'un délai préfix, la chose jugée » ;

Qu'en l'espèce, il importe de relever que les pièces versées au dossier de la procédure par SICA-Niger SARLU portent plutôt à l'entête le nom cabinet

d'intermédiation CIMA-Niger qui est une agence d'affaires créée par arrêté du ministre de la Justice ;

Qu'elle est donc complètement distincte de SICA-Niger qui est une société commerciale inscrite au registre de commerce et de crédit mobilier ;

Que nulle part, la requérante n'a démontré l'existence d'un lien entre elle et ASUSU S.A ;

Que par conséquent, l'action de SICA-NIGER SARLU contre ASUSU S.A est irrecevable pour défaut de qualité ;

1) Sur les dépens

Attendu qu'aux termes de l'article 391 du code de procédure civile : « *Toute partie qui succombe est condamnée aux dépens sauf aux juges à laisser la totalité ou une fraction des dépens à la charge d'une autre partie par décision spéciale et motivée.* » ;

Attendu que SICA-NIGER SARLU a perdu le gain du procès ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens ;

Par ces motifs,

Le Tribunal Statuant publiquement, contradictoirement à l'égard de toutes les parties, en matière commerciale en premier et dernier ressort ;

- Déclare irrecevable l'action de la société SICA NIGER pour défaut de qualité ;**
- La condamne aux entiers dépens ;**

Avis de pourvoi : un (01) mois à compter de la signification de la présente décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans ;

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus.

Le Président

La greffière

SUIVENT LES SIGNATURES :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 14 Mars 2024

LE GREFFIER EN CHEF